

# Newsletter du projet ANR OpenSensing City n°1 (juin - juillet 2016)

Préparé par Valentyna Dymytrova



## Sommaire

<b>1. APPELS A COMMUNICATIONS.....</b>	<b>2</b>
➤ AAC : Innovatives Big Data, CNRS : date limite le 17 juillet 2016.....	2
➤ AAC : Les données urbaines, quelles pratiques et quels savoirs ? Perspectives pluridisciplinaires sur les traces numériques. LYON. Date limite : 1er septembre 2016. ....	2
➤ AAC : Nouveaux défis de l'internet des objets : interaction homme-machine et facteurs humains. Journée nationale de l'internet des objets. Paris. Date limite : le 15 octobre 2016. ....	4
➤ AAC : Colloque « Objets connectés. Perspectives pour un développement intelligent ». Bordeaux, 16 -17 mars 2017. Date limite : le 5 septembre 2016. ....	7
<b>2. APPELS A CONTRIBUTIONS.....</b>	<b>11</b>
➤ AAC : Équipements numériques et communs urbains. Revue NETCOM. Date limite: le 15 septembre 2016.....	11
➤ Les villes intelligentes au prisme des études de cas : quelles réalités ? Quelles perspectives ? Revue Netcom. Date limite : le 1er novembre 2016. ....	17
<b>3. EVENEMENTS A VENIR. ....</b>	<b>22</b>
➤ The 4th International Open Data Conference (IODC16) <i>Global goals, local impact</i> . 6th – 7th October 2016, Madrid (Spain). ....	22
➤ Mobilités et (r)évolutions numériques. 15e colloque du GT Mobilités Spatiales, Fluidité Sociale (MSFS). Du 7 au 9 novembre 2016, à Champs-sur-Marne (Marne-la-Vallée). ....	22
➤ IEEE International Smart Cities Conference (ISC2): Improving the citizens quality of life. 12th – 15th September 2016. University of Trento (Trento, Italy).....	27
➤ 15th IFIP Electronic Government (EGOV) and 8th Electronic Participation (ePart) Conference 2016. 5th - 8th September 2016. United Nations University Operating Unit on Policy-Driven Electronic Governance (UNU-EGOV) and University of Minho. Guimarães, Portugal. ....	27

## 1. APPELS A COMMUNICATIONS.

- **AAC : Innovatives Big Data, CNRS : date limite le 17 juillet 2016.**

Le 13 octobre 2016, le CNRS organise, en partenariat avec Thalès, EDF et Cap Digital, une journée dédiée au Big data afin de faire découvrir les avancées de ses laboratoires et des industriels dans ce domaine d'avenir.

Cette journée sera l'occasion de présenter des travaux de recherche novateurs dans le domaine du Big data. Elle vise également à contribuer aux questionnements scientifiques et à construire une vision partagée par les communautés socio-économiques et académiques sur le plus long terme.

Au programme de ce rendez-vous, des interventions, des tables rondes, des posters, des espaces dédiés aux start-up et laboratoires communs CNRS/entreprises, des démonstrateurs, des vidéos, portant sur la valeur, la sécurité, le traitement, la visualisation et le partage des données

L'appel à participation pour des posters, vidéos, prototypes et/ou démonstrateurs est ouvert du 23 juin au 17 juillet. Pour proposer votre participation sous forme de poster, vidéo, prototype et/ou démonstrateurs, veuillez remplir le document ci-joint et le renvoyer à [dire.innovatives@cnrs.fr](mailto:dire.innovatives@cnrs.fr).



- **AAC : Les données urbaines, quelles pratiques et quels savoirs ? Perspectives pluridisciplinaires sur les traces numériques. LYON. Date limite : 1er septembre 2016.**

URL de la référence : <https://donnees-urb.sciencesconf.org/>

*Co-organisation par les unités de recherche ELICO, ERIC, EVS, LIRIS (Université de Lyon), dans le cadre de l'axe Numérique de l'ISH et du projet IDENUM - Identités Numériques Urbaines, (Appel à projets 2016 du LabEx IMU) avec le soutien de l'IXXI-ISH et de Sciences Po Lyon*

Les deux journées du colloque visent à interroger différentes modalités du « point de vue » numérique sur la ville et de son traitement dans la recherche à travers les données numériques (cartographie, avis des internautes, données de géolocalisation, publications photographiques, données sonores), à partir du dialogue scientifique de chercheurs en SHS (sociologie, urbanisme, anthropologie, géographie, info-communication...) et en Informatique. Les enjeux épistémologiques, méthodologiques et éthiques de la collecte, du traitement et de l'interprétation sociale et scientifique de ces corpus de données produites dans et par la ville seront abordés pour questionner les médiations de l'expérience urbaine, au croisement d'évolutions techniques et de mutations sociales et culturelles. Le colloque est organisé par un

comité pluridisciplinaire en Sciences de l'information et de la Communication, Géographie et Informatique.

Trois axes seront privilégiés :

**Analyser la part des données (processus, techniques, enjeux,...) dans la fabrique de la ville.** Le premier axe considère les pratiques institutionnelles, politiques et les savoir-faire professionnels en constitution. Il s'agit d'explorer un espace de pratiques dont la culture de la « donnée » et de ses réécritures obéit à d'autres épistémologies que celles des pratiques scientifiques, et concerne l'instrumentation de l'action publique ; les politiques publiques d'encouragement de la « construction de connaissances » ; les mutations de la communication publique ; la représentation numérique du territoire. Quels acteurs publics et privés ? Quelles expertises ? Quelles épistémologies ? Quels modèles ? Quels enjeux pour le citoyen comme pour le territoire ?

**Produire les données, faire avec les données captées dans la ville.** Cet axe porte plus spécifiquement sur les défis informatiques de la collecte et de la structuration des données (métadonnées - fouille), leur analyse et exploitation, interopérabilité. Egalement, il s'agit de favoriser les échanges sur les problématiques de la captation, des ontologies et de la représentation, au carrefour des disciplines SHS et Informatique. Les sciences participatives pourront également nourrir la réflexion relative à la production et aux usages citoyens de capteurs dans l'environnement urbain.

**Faire des données des « traces » : interprétations sociales et éthiques de la donnée.** Cet axe souhaite favoriser des travaux présentant des approches réflexives sur les savoirs sociaux permis par l'analyse des données, au prisme des Humanités Numériques notamment. Ces « traces » correspondent à l'exposition d'un soi dans l'espace public, sous des formes renouvelées par l'intermédiaire du numérique. Elles participent d'une mutation des relations interindividuelles, qui renégocient le propre de l'individu et celui de collectifs à géométrie variable.

**Le colloque se déroulera selon deux modalités de communication : la première**, en plénière, appuyée sur des conférences invitées et des contributions sélectionnées par un comité scientifique ; **la seconde, d'échange avec les praticiens, acteurs de la ville et médias locaux**, sous la forme de tables-rondes en fin de journée, à destination d'un public non spécialiste (citoyen, étudiant, acteur public...).

Les contributions prendront la forme de communications de 20 minutes.

Les propositions, anonymes, seront déposées en fichier pdf et comprendront un titre et un résumé présentant l'objet de recherche, le cadre théorique ainsi que la méthodologie mobilisée, le tout ne dépassant pas 2000 signes, bibliographie comprise.

Les propositions doivent être déposées sur la plate-forme SciencesConf au lien suivant :

<https://donnees-urb.sciencesconf.org/>

Une publication prolongeant les journées est prévue sous la forme d'un dossier de revue ACL.

**Calendrier**

Lancement de l'appel à communication : 1<sup>er</sup> juillet 2016  
Date limite de soumission des propositions : 1er septembre 2016  
Réponses du comité scientifique : 2 novembre 2016

### **Comité d'organisation**

Manuel Appert, EVS, Université Lyon 2 / Julia Bonaccorsi, ELICO, Université Lyon 2 / Sabine Loudcher, ERIC, Université Lyon 2 / Elöd Egyed-Zsigmond, LIRIS, INSA / Jean-Michel Rampon, ELICO, Sciences Po Lyon / Cécile Tardy, GERIICO, Université de Lille / Oriane Piquer-Louis, ELICO, ADR Arc 5-Rhône-Alpes / Thomas Bihay, ELICO, ADR Arc 5-Rhône-Alpes.

### **Comité scientifique**

Stéphane Chaudiron (GERIICO, Université de Lille)  
Sarah Cordonnier (ELICO, Université Lumière Lyon 2)  
Eric Dagiral, (CERLIS, Université Paris Descartes)  
Jérôme Darmont (ERIC, Université Lumière Lyon 2)  
Jérôme Denis (Telecom Paris-Tech)  
Marie Després-Lonnet (GERIICO, Université de Lille)  
Maria-Giulia Dondero (FNRS, Université de Liège)  
Isabelle Garcin-Marrou (ELICO, Sciences Po Lyon)  
Gilles Gesquière (LIRIS, Université Lumière Lyon 2)  
Jérémy Hamers (LEMME, Université de Liège)  
Eric Kergosian (GERIICO, Université de Lille)  
Anne Jarrigeon (LVMT, Université Paris-Est)  
Thierry Joliveau (EVS, Université Jean Monnet Saint-Etienne)  
Fabien Labarthe (ELICO, Université Jean Monnet Saint-Etienne)  
Sarah Labelle (LabSic, Université Paris 13)  
Patrizia Laudati (DeViSu, Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambresis)  
Isabelle Lefort (EVS, Université Lumière Lyon 2)  
Elsa Nègre (LAMSADE, Université Paris-Dauphine)  
Nathalie Pignard-Cheyne (AJM, Université de Neuchâtel)  
Françoise Paquienseguy (ELICO, Sciences Po Lyon)  
François Provenzano (LEMME, Université de Liège)  
Julien Velcin (ERIC, Université Lumière Lyon 2)  
Dominique Vinck (Université de Lausanne)

- **AAC : Nouveaux défis de l'internet des objets : interaction homme-machine et facteurs humains. Journée nationale de l'internet des objets. Paris. Date limite : le 15 octobre 2016.**

URL de la référence : <https://ido2016.sciencesconf.org/>

Cette journée consacrée aux nouveaux défis de l'internet des objets propose de porter un regard qui intègre d'une part les problématiques de facteurs humains et problématiques technologiques, et d'autre part la question du rôle que joue aujourd'hui les objets connectés dans la vie quotidienne comme la santé, l'habitat, l'automobile, l'assurance, qui sont en train d'être bouleversés par cette mutation du réseau.

Aujourd'hui, Internet se transforme progressivement en un HyperRéseau formé par une multitude d'artefacts (objets physiques, infrastructures), de programmes (algorithmiques, logiciels) et de données (Big Data, linked data, metadata, ontologies, folksonomie), appelé « Internet des objets (IdO), Internet of Things, ou IoT».

Cet HyperRéseau mondialisé constitue un tournant important dans le processus de mutation de notre société. Il s'agit d'un vecteur de transformation majeur de nature à bouleverser les modes de conception, de construction, de fonctionnement et d'usage des services existants (transport, administration, etc.). Bien plus que cela, L'IdO offrira un nombre de service quasi illimité (santé, sport, bien être) qu'il sera possible de personnaliser en fonction de facteurs économiques, le contexte, l'usage et les spécificités individuelles.

L'IdO est au centre de tous les développements technologiques modernes, où toute information de n'importe quel objet peut-être instantanément mise en relation avec un service ou une action proposée par un autre objet. Cela place les questions des capteurs, de l'électronique embarquée, des protocoles de communication, et de sécurité des données dans une situation stratégique majeure.

Toutefois, les aspects technologiques ne sont pas la seule clé de succès de ces nouvelles plateformes. En effet, il est indispensable de prendre en considération les questions d'usage, de facteurs humains et d'interaction homme-machine afin de positionner le futur utilisateur au cœur même du processus de design des objets connectés. Cette démarche nous permettra d'élaborer des services plus accessibles, plus utilisables et correspondant aux besoins réels des usagers. Ceci doit nous amener à repenser les méthodes de design, de conception, de développement, de débogage et de d'évaluation des objets connectés et services associés.

Ces transformations à la fois technologiques, culturelles, sociales, économiques, cognitives, sont en cours tout en étant pour partie dans les limbes. Or c'est cette situation ouverte qui pose de nombreuses interrogations concernant la mutation de l'économie et de la société pour les libertés individuelles mais également pour la recherche, et la créativité.

## Thématiques

La journée a pour objectif de valoriser les recherches et les réalisations basées sur les technologies numériques et les objets connectés et leurs usages quotidiens. Les thématiques de la journée (non exhaustives) sont :

Réseau d'objets numériques et physiques

Objets connectés, communicants

Innovation et usages technologiques de l'IdO

Environnements communicants et augmentés

Ecosystèmes d'informations de l'IdO

Réseaux de capteurs et analyse des signaux des objets connectés

Interactions sociales

Hypertextes et hypermédia des objets

Méthodologies de conception

Modèles d'analyse

Les applications et les paradigmes d'interaction pour les citoyens

Nouveaux usages et nouveaux services de l'IdO :

IdO : Bâtiment

IdO : Santé

IdO : Applications environnementales

IdO : Surveillance de la circulation

IdO : Gestion d'énergie et croissance durable

IdO : Smart Grid

IdO : Smart city

IdO : Gestion des données

IdO : Sécurité, l'identité et la vie privée

IdO : Aide après sinistre

Format des contributions

Les auteurs peuvent soumettre deux types de communications :

Les communications longues

Le texte ne doit pas excéder 4100 mots, chaque illustration occupant une demi-page réduira la longueur du texte de 230 mots environ, le nombre de pages maximum ne devra en aucun cas dépasser 12 pages en utilisant uniquement la police de caractères Times 12.

Les communications courtes

Le texte ne doit pas excéder 1200 mots, chaque illustration occupant une demi-page réduira la longueur du texte de 230 mots environ, le nombre de pages maximum ne devra en aucun cas dépasser 4 pages en utilisant uniquement la police de caractères Times 12.

Chaque proposition sera examinée par au moins deux évaluateurs en double aveugle, qui apprécieront sa pertinence, sa validité scientifique, son originalité et la clarté de sa présentation.

Les meilleurs articles seront publiés dans la revue Internet des objets éditée par ISTE Editions (Londres). Les articles de la revue feront l'objet d'une sélection ultérieure pour être publiés en anglais dans un ouvrage collectif co-édité par Wiley ou Elsevier (indexation sur Scopus, Wiley Online Library...)

[http://www.openscience.fr/sciences-de-l-information/internet\\_des\\_objets.html](http://www.openscience.fr/sciences-de-l-information/internet_des_objets.html)

### Dépôt des contributions

Les contributions doivent être déposées sur le site de la conférence : <https://ido2016.sciencesconf.org/>

### Calendrier

Date limite de soumission : 15 octobre

Réponse : 30 octobre

Conférence : 29 Novembre 2016

### Comités

Présidents du comité de programme

Mehdi Ammi, Univ. Paris-Sud / LIMSI-CNRS  
Sabine Coquillart, INRIA-Grenoble Rhône-Alpes

Comité d'organisation

Samuel Szoniecky, Univ. Paris 8  
Nizar Ouarti, UPMC / ISIR / IPAL

Comité de programme

Mounim A. El Yacoubi, Telecom Paris-Sud  
Margarita Anastassova, CEA-LIST  
Jerome Boudy, Telecom Paris-Sud  
Mehdi Boukallel, CEA-LIST  
Mathieu Cunche, INSA-Lyon  
Laurence Devillers, Univ. Paris-Sorbonne IV / LIMSI-CNRS  
Valeria Loscrì, INRIA-Lille-Nord Europe  
Nizar Ouarti, UPMC / ISIR / IPAL  
Imad Saleh, Univ. Paris 8 / Paragraphe  
Samuel Szoniecky, Univ. Paris 8 / Paragraphe

- **AAC : Colloque « Objets connectés. Perspectives pour un développement intelligent ». Bordeaux, 16 -17 mars 2017. Date limite : le 5 septembre 2016.**

URL de la référence : <http://www.comtecdev.com/fr/index.php/en/>

Ce colloque s'inscrit dans la lignée des recherches de la Chaire Unesco *Pratiques émergentes des technologies et communication pour le développement*. Il se fixe pour objectif d'encourager les débats critiques et transdisciplinaires sur les implications épistémologiques des objets connectés en lien avec le processus de développement. Les objets dont il est question sont doués d'une capacité de communication, le principe de connexion étant l'élément fondateur de la notion. Ils vont des étiquettes électroniques (dites TAG) placées sur des objets ou sous la peau aux satellites, en passant par les smartphones, montres, lunettes, bracelets de tout genre, vêtements, appareils électroménagers, caméras... L'on convient que le questionnement dépasse le cadre des enjeux pour en analyser les acteurs, le marché, mais surtout les pratiques associées au processus de développement. Il ne s'agit pas d'un phénomène marginal. L'Organisation des Nations unies évalue entre 30 et 212 milliards d'objets connectés d'ici 2020. Général Electric estime qu'en 2025 le marché des objets connectés atteindra 82 trilliards de dollars soit la moitié du PIB mondial. Si pour l'instant ce déploiement s'observe dans les pays développés, Cisco estime le marché des objets connectés en Afrique à environ 500 milliards de dollars d'ici à 2025[1]. Sur le plan scientifique, l'émergence de l'Internet des objets pose donc de nouvelles questions à la fois sur leur apport au développement culturel, économique que social. Ils réinitialisent le débat sur la réception (de Certeau 1980), la représentation (Moscovici (1961), les industries culturelles (Miège 2000), la fracture numérique (Kiyindou 2009). Plusieurs axes peuvent être abordés : Pratiques et systèmes connectés, Le Big data, les communautés de données...

#### Axe 1 Pratiques et systèmes connectés

Les pratiques et systèmes connectés peuvent être examinés à partir de trois entrées : pratiques et systèmes de collecte de données, pratiques et systèmes de transport de données, pratiques et systèmes d'analyse des données. Elles nous incitent à aborder la question en termes de terminaux adaptés aux environnements des utilisateurs (taille design...), d'accessibilité matérielle et financière, mais aussi en termes de *best practices*, de systèmes utilisés, de complexité du partage des données due aux multiples standards à gérer (GSM, UMTS, Bluetooth, etc.), de pratiques et systèmes d'analyse des données. Autrement dit l'ingénierie mise en place, mais aussi la nature des données traitées. En gros, il s'agit d'examiner les capacités à transmettre des données, à les traiter et à les partager. Ces questionnements touchent différents domaines : la santé, l'éducation, l'économie, la culture, l'environnement, etc. L'on sait par exemple que Google travaille sur la mise au point d'un bracelet qui serait capable de détecter le développement des cellules cancéreuses, qu'avec des microprocesseurs connectés il est possible de surveiller le rythme cardiaque de patients afin de détecter des problèmes d'hypertension, que les drones sont utilisés pour repérer les foyers de braconniers... Cependant, il existe des obstacles sérieux à une intégration optimale des objets connectés notamment dans les pays en développement, la majorité de ces pays n'ayant pas encore atteint une couverture réseau suffisante. On peut noter aussi une production de données tirée par l'offre et basée sur un financement externe qui n'est pas toujours aligné sur les priorités nationales, un manque d'information qui soit accessible, utilisable et ouverte à toutes les communautés, une inadéquation entre les données disponibles et les problèmes réels, un manque d'harmonisation des données collectées par diverses sources sous différents formats...

Pour les chercheurs en sciences humaines et sociales, de même que pour les acteurs économiques, plusieurs questions se posent. Quels besoins en termes de compétences et des ressources humaines ? Comment articuler de manière partagée, durable, et à moindre coût des



réseaux et des applications diversifiés ? Comment adapter des objets aussi complexes à des environnements particuliers ? Quelles politiques publiques d'accompagnement ?

## Axe 2 Le Big data en question

Le Big Data désigne un ensemble très volumineux de données (nous créons environ 2,5 trillions d'octets de données tous les jours). Ces informations proviennent de partout : web, géolocalisation, caméras de surveillance, titres de transport, informations climatiques, signaux GPS, enregistrements transactionnels d'achats en ligne et bien d'autres encore (Armand Mattelart, André Vitalis 2014). Au-delà de ces quantités énormes, le Big data mobilise différents acteurs (les informaticiens, les gestionnaires, responsables d'entreprises, décideurs politiques, chercheurs, acteurs de la santé, de l'éducation...) qu'il convient d'approcher via une analyse transdisciplinaire. Mais si l'arrivée des objets connectés représente une formidable occasion d'augmenter l'efficacité générale, leur introduction dans le quotidien est de nature à créer de nouveaux risques pour les systèmes d'informations. En lien avec la gestion des données, on peut noter le développement d'une nouvelle forme de gestion de l'informatique, le *Cloud computing* (« informatique en nuage »), avec des avantages certes, mais aussi des risques liés notamment à la confidentialité des données, la disponibilité des données et traitements, l'intégrité. De nombreux outils participent de cette insécurité au rang desquels on trouve Shodan (moteur de recherche spécialisé dans le référencement des objets connectés), les drones qui peuvent être utilisés à des fins criminelles... Mais le développement de ces technologies pose également la question de l'homme augmenté (Claverie 2010) avec les considérations éthiques suscitées par le transhumanisme ou de façon plus générale, le développement technique (Ellul 1990).

Quelques interrogations peuvent orienter les propositions de cet axe. Quels enjeux économiques, quelles valeurs et quel projet politique se cachent derrière ces objets (Cardon, 2015)? Comment limiter le caractère intrusif et favoriser le respect des libertés individuelles et publiques ? Comment la présence à distance facilitée par les objets connectés agit-elle sur les formes attentionnelles et modifie-t-elle notre perception de l'espace et du temps (Jean-Louis Weissberg) ?

## Axe 3 Acteurs et marché

Les données sont au centre d'intérêts multiples qui interagissent dans un marché mondial de plusieurs milliards. Les institutions publiques et les entreprises privées exploitent ces données pour trouver de nouvelles façons de créer. La révolution des objets a vu apparaître une nouvelle génération de *makers*, ces «bricoleurs artisans», qui se définissent avant tout comme des ingénieurs, des inventeurs, des constructeurs. On assiste, en effet, à un processus d'implication d'une communauté de pratiques (Wenger 2005), ainsi que de sources de données, d'outils et des technologies innovantes, visant à produire des données désagrégées permettant la prise de décision, la fourniture de services, l'engagement des citoyens et l'information. Elle se soude autour de l'amour du faire, du concret... Ces amateurs impressionnent les industriels par leur habileté à réinjecter du ludique et de l'esthétisme dans leurs productions. Ils portent des valeurs de partage, de transparence, de curiosité et d'esprit critique. Certains d'entre eux se sont réunis autour des fablabs. C'est l'ère du «*do it yourself*». Ces amateurs ne se contentent plus des objets connectés standardisés qui, dans certains cas, ne leur sont pas accessibles. Ils inventent des solutions individualisées. Au-delà de l'effet de mode, il s'agit d'une véritable remise en question des pratiques industrielles. En effet, les «objets communautés» suscitent autour d'eux un groupe d'individus qui s'évertuent

à les faire vivre et évoluer. Comment alors, et par quels leviers, accélérer ce mouvement et concrétiser le potentiel économique estimé ? Sur quels leviers s'appuyer pour développer ce marché émergent ? Dans quelle mesure ces outils suscitent-ils l'engagement ?

### Modalités pratiques

Les communications peuvent être proposées en français, en anglais ou en espagnol. Réception des propositions de communication (4000 caractères, espaces non compris, plan et bibliographie non compris + nom et adresses électronique et postale) :

5 septembre 2016

sur la plateforme dédiée (<https://docs.google.com/forms/d/1v7T1srG2q9ME-908zTCjCtoCPWdfN3oXUFypQ2Ya5i8/viewform>) accessible depuis le site de la chaire (<http://www.comtecdev.com>) et à l'adresse suivante [akiyindou\(@\)msha\(.\)fr](mailto:akiyindou(@)msha(.)fr)

Consignes scientifiques : Mettre l'accent sur les aspects théoriques, le corpus, la méthodologie, l'état des lieux...

**Notification d'acceptation** : 15 octobre 2016.

**Remise des textes complets** (30 000 signes espaces compris) : 20 décembre 2016.

**Modalités de sélection** : Évaluation des propositions en double aveugle

Les textes complets seront également soumis à évaluation

L'ensemble des articles acceptés par le comité de sélection seront publiés dans les actes du colloque, si évaluation positive du texte définitif.

Les frais d'inscription sont de 70 euros pour les enseignants-chercheurs, 40 euros pour les doctorants. Ils comprennent un exemplaire des Actes, les repas du midi et les pauses-cafés.

La chaire Unesco ne prend pas en charge les frais de transport et d'hébergement des communicants. La publication dans les actes est conditionnée à la participation au colloque.

### Comité scientifique

Agbobli Christian (UQAM),  
Noble Akam (Université Bordeaux Montaigne),  
Laurence Allard, Université Paris 3, Rocio Amador-Bautista (UNAM),  
Kouméalo Anate (Université de Lomé),  
Gislaine Azémar (Université Paris 8),  
Isabel Babo (Université Lusophone de Porto),  
Serge Théophile Balima (Université de Ouagadougou),  
Francis Barbey (UCAO),  
Katia Bélassario (Université de Braxilia),  
Bertrand Cabedoche (Université de Grenoble 3),  
Alain Capo Chichi (CERCO),  
Kemly Camacho (Université de Costa Rica),

Bernard Claverie (Université de Bordeaux),  
Etienne Damome (Université Bordeaux Montaigne),  
Jean-Christien Ekambo (IFASIC),  
Touya Guaaybess (Université de Lorraine),  
Alain Kiyindou (Université Bordeaux Montaigne),  
Annie Lenoble-Bart (Université Bordeaux Montaigne),  
Claude Lishou ( Institut polytechnique de Dakar), Vincent Liquète (Université de Bordeaux),  
Théodora Miéré (Université de Saint Quentin en Yvelines),  
Daniel Raichvarg (Université de Bourgogne),  
Carmen Rodriguez-Wanguemert (Université de la Laguna),  
Philippe Viallon (Université de Strasbourg)  
Comité d'organisation  
Noble Akam, Université Bordeaux Montaigne,  
Kouméalo Anate, Université de Lomé, Togo,  
Fatma Bensaad, Université Bordeaux Montaigne,  
Kemly Camacho, Université de San José, Costa Rica,  
Alain Capo Chichi, PDG du Groupe CERCO Bénin,  
Etienne Damome, Université Bordeaux Montaigne,  
Alain Kiyindou, Université Bordeaux Montaigne,  
Annie Lenoble-Bart, Université Bordeaux Montaigne,  
Rocio Amador-Bautista, Université Autonome du Mexique,  
Carmen Rodriguez-Wanguemert, Université de la Laguna, Espagne.

## 2. APPELS A CONTRIBUTIONS.

- **AAC : Équipements numériques et communs urbains. Revue NETCOM. Date limite: le 15 septembre 2016.**

URL de la référence : <http://netcom.revues.org/1602>.

L'objectif de ce numéro de NETCOM est de saisir les phénomènes d'actions collectives soutenus ou permis par le numérique. Quels nouveaux partages émergent au sein des territoires urbains ? Quels anciens *communs urbains* sont ravivés avec cet apport numérique ? Dans quelle mesure le numérique peut-il participer d'une certaine forme de détournement des *communs urbains* traditionnels ?

Après une longue éclipse pratique et théorique, la question des communs revient depuis quelques années travailler les activistes comme les chercheurs. L'attribution du « Nobel d'Économie » à la politiste Elinor Ostrom en 2009 a suivi et amplifié la *Renaissance des communs* (Bollier, 2014 ; Coriat, 2015) qui s'est enclenchée au début des années quatre-vingt-dix, autour de la publication de l'ouvrage majeur d'Ostrom *Governing the commons* (Ostrom, 1990) consacré aux communs naturels. Parallèlement, la question du statut de l'internet comme nouveau commun, au double sens d'infrastructure commune (Benkler, 2012) et de mode de gouvernance pour l'adoption des protocoles ouverts se sont répandues sur les réseaux numériques. Les pratiques et prises de position des acteurs de l'internet des années utopiques ont abouti au tournant des années 2000 à la création d'un ensemble de propositions visant à renforcer les activités collaboratives et le partage des ressources numériques : licences juridiques d'ouverture (General Public Licence pour les logiciel en 1989 ; licences Creative commons en 2002) ; ouverture de Wikipédia (2001) et d'OpenStreetMap (2007) ; mobilisations politiques et sociales sur la propriété intellectuelle (projets SOPA et ACTA) ou

sur la neutralité de l'internet, développement de l'accès libre à la science... mettant en place un ensemble de communs de la connaissance (Le Crosnier, 2015).

Dans ce contexte général, la notion de communs éclaire l'analyse que l'on peut faire des nouvelles pratiques territoriales d'une part et de la réorganisation sociale et démocratique de l'autre (Dardot, Laval, 2014). Elle est cependant obscurcie par la généralisation de l'usage de termes émanant des pratiques collaboratives pour le seul bénéfice des plateformes de la *shared economy*: « partager », « amis », « cercles », « économie collaborative » sont devenus des expressions à double-sens, s'éloignant de leurs acceptions sociales et relationnelles antérieures (Kennedy, 2013) pour couvrir des activités au sein d'écosystèmes propriétaires et interconnectés par des relations commerciales, transformant les activités collectives en ce que certains désignent comme du « digital labor » (Casilli, 2015).

Dans ce numéro thématique de la Revue Netcom, nous nous intéresserons principalement à la notion de communs urbains, et dans ce cadre, à la place spécifique des équipements numériques qui les supportent, les accompagnent et les rendent possibles. Ces équipements numériques ne se résument pas aux seuls investissements matériels propres à la société de l'information. Les infrastructures réseaux et leurs équipements dédiés, ainsi que les objets connectés (smartphone, ordinateurs, GPS, caméra, capteurs divers, etc.) prennent appui sur tout un ensemble de « dispositifs cognitifs collectifs » (Orléan, 2004) participant à l'éclosion d'applications servicielles dématérialisées et donnant naissance à des usages de plus en plus sophistiqués. Les plateformes et les services distants doivent également être considérés comme des infrastructures et des équipements en ce qu'ils permettent les interactions entre les différents terminaux et leurs usagers (réseaux sociaux) ou l'accès en mobilité aux informations et services (cloud computing).

L'objectif de ce numéro est de saisir les phénomènes d'actions collectives soutenus ou permis par le numérique. Quels nouveaux partages émergent au sein des territoires urbains ? Quels anciens communs urbains sont ravivés avec cet apport numérique ? Dans quelle mesure le numérique peut-il participer d'une certaine forme de détournement des communs urbains traditionnels ?

Nous attendons des études de cas, des comparaisons entre activités de construction des communs, soit dans plusieurs lieux, soit selon des méthodes distinctes. Nous attendons également des articles plus théoriques qui aident à définir ce vaste ensemble des communs urbains à l'heure du numérique.

Quatre grandes dimensions peuvent être interrogées : (I) Les nouvelles gouvernances urbaines à l'heure des données ouvertes ; (II) Sociabilités électro-urbaines et économie du partage ; (III) Communs cartographiques et réappropriations de l'espace public ; (IV) le rôle du numérique dans le détournement/retournement des communs urbains.

Les nouvelles gouvernances urbaines à l'heure des données ouvertes ?

Comment les citoyens participent-ils à la définition de l'urbanisme de leur quartier, des zones à rénover ou des friches à construire ? En la matière, quel rôle joue le numérique dans cette nouvelle forme de gouvernance participative et de gestion collective des espaces urbains ? Les « chartes urbaines » dont le mouvement est lancé suite à l'expérience de Bologne, définissent des partenariats entre les citoyens actifs dans la maintenance de leur ville et les pouvoirs publics. Ceci est particulièrement sensible dans le domaine de la gestion de l'eau (Luccarelli,

2013). Constituent-elles des expériences fécondes et reproductibles ? L'ouverture des données publiques provenant des collectivités territoriales (open data), données dont le principe de gratuité a été réaffirmé par le gouvernement Ayrault lors du premier Comité Interministériel pour la Modernisation de l'Action Publique (CIMAP), trace-t-elle de nouvelles perspectives pour les politiques de développement urbain ? En quoi est-ce significatif d'une volonté de changement ? Cette logique de co-construction des services de proximité, pour l'instant balbutiante, qui semble susciter l'adhésion à certains endroits (Rennes, Montpellier, Bordeaux, Nantes, Lyon...) mais qui reste le plus souvent faiblement perçue dans d'autres, annonce-t-elle une tendance de fond dans la façon d'instruire désormais les politiques publiques locales ? Le mouvement de l'Open data renferme-t-il en lui-même des promesses de politiques alternatives de développement urbain au sein desquelles apparaîtraient effectivement de « nouveaux acteurs territorialisés » sur la scène publique locale ? D'autres données traversent les villes truffées de capteurs, récupérant les big Data en provenance des dispositifs domestiques (smartphones, montres connectés, compteurs « intelligents », etc.) (Peugeot, 2012). Ces données permettent-elles de construire du commun ou sont-elles principalement exploitées par des plateformes propriétaires ?

### Sociabilités électro-urbaines et économie du partage

Les sociabilités urbaines sont profondément transformées par l'utilisation des médias sociaux. L'usage des biens reprend le pas sur la propriété avec le développement d'une économie du partage ou en pair-à-pair (Bauwens, 2015). Les outils numériques jouent un rôle important dans la capacité des populations à construire ces communs, à réinventer les manières de protester, de financer des projets, d'échanger des savoir-faire, de se déplacer, de se loger, de se divertir et, finalement, de « refaire société » (Rosanvallon, 2011). Le retour des cultures maraîchères dans les villes (permaculture, jardins partagés...), des circuits courts (Amap, drive fermier...), des mobilités douces et d'un urbanisme participatif, sont des signes d'une nouvelle approche de la ville qui peut se penser sous l'angle des communs et dans laquelle le numérique joue un rôle organisateur. Les questions qui se posent ici portent sur les nouvelles sociabilités urbaines générées par l'économie du partage. En quoi renouvellent-elles le rapport à l'espace urbain ? Dans quelle mesure le numérique permet-il de créer des sociabilités d'interstices ou révèle-t-il des formes nouvelles d'hyperspatialité (Lussault, 2014) et de co-spatialité ? Les communs urbains renouvelés par le numérique permettent-ils de penser la coexistence des espaces à l'intérieur d'un même continuum territorial ? Les pratiques numériques de la sociabilité, notamment en mobilité, définissent un nouvel espace urbain, qui réalise une symbiose entre l'écosystème numérique et la présence physique (applications de rencontre, géolocalisation dans les médias sociaux,...). La géographie culturelle, la définition du lieu de l'interaction s'en trouvent modifiés (Schneider, 2013). Peut-on laisser les bénéfices de ces nouveaux comportements sociaux aux seules plateformes de médias sociaux, ou bien la participation des usagers nécessite-t-elle de penser les relations socio-numériques et les données qu'elles génèrent comme un nouveau commun ? Comment les monnaies locales ou alternatives peuvent modifier les relations économiques dans les territoires ? Quel est l'apport des plateformes de financement participatif ? Comment la conception de la monnaie virtuelle comme commun participe de ces transformations urbaines, et quel est le rôle joué par les infrastructures numériques (modèle « blockchain ») ?

### Communs cartographiques et réappropriations de l'espace public

Le 1 mai 2000, date de l'ouverture au grand public du GPS américain, a rendu possible la création d'un grand nombre d'applications embarquées sur les smartphones et autres

dispositifs mobiles et connectés. La cartographie numérique, notamment au travers de la « géographie volontaire » (Bakis, Valentin, 2010), a pris un nouveau tournant, à un point tel qu'il devient désormais possible de parler d'un commun cartographique. À l'image de Geonames, d'OpenStreetMap, ou des éléments géolocalisés de Wikipédia, la question de l'enrichissement collectif des données cartographiques se pose (extension du commun cartographique,) de même que les conditions d'utilisation de ce commun cartographique dans une logique non marchande et open source pour un meilleur accès au domaine public. Qu'est-ce qui se tisse dans les villes autour d'une appropriation de l'espace public désormais médiée par le numérique géolocalisé ? Dans quelle mesure ces communs cartographiques représentent-ils réellement des alternatives aux services privés de cartographie ? Comment cette cartographie participative se nourrit-elle des données géographiques publiques délivrées gratuitement ? Comment concevoir le continuum qui existe entre les notions de domaine public et celle des communs urbains ? Comment permettre au plus grand nombre des habitants de s'appuyer sur ces communs cartographiques pour se réapproprier leur espace public et éviter les risques d'enclosure (les formes d'exclusion de l'usage du commun) ?

### Le rôle du numérique dans le détournement des communs urbains

Toutes ces questions montrent l'importance d'une analyse du renouvellement urbain sous l'angle des communs. La participation citoyenne, l'action de nouveaux mouvements sociaux, notamment dans le domaine culturel (Rodotà, 2012 ; Festa, 2012) participent d'une réappropriation des lieux qui projette une nouvelle conception de l'espace commun. Dans le même mouvement, existent également les possibilités de détournement de l'usage des communs au profit de structures verticales, voire pyramidales, la mise en place d'une captation privée de la valeur ainsi socialement et collectivement produite. Le numérique collaboratif en tant que commons pool resource, peut se retrouver à servir malgré lui de ressource au secteur marchand, et, se faisant, aller à l'encontre de la philosophie de départ. Comment mettre en œuvre des partenariats public communs parfois en bonne intelligence avec des acteurs privés commerciaux ? Quels types de négociations multiacteurs semblent en mesure de préserver l'esprit des communs urbains et l'activité collaborative (Bollier et Helfrich, 2015) médiés par le numérique ?

### Repères bibliographiques

Bakis, Henry et Valentin, Jérémie, « Amateurisme cartographique et géographique à l'heure du web 2.0 », *Netcom*, 24-1/2 | 2010, 109-132.

Bauwens, Michel (2015) *Sauver le monde : vers une économie post-capitaliste avec le peer-to-peer*, Les Liens qui Libèrent.

Benkler, Yochai (2012), « Commons and Growth: The Essential Role of Open Commons in Market Economies », In : Frischmann, Brett M. (ed), *Infrastructure: The Social Value of Shared resources*, Oxford, 2012.

Bollier, David (2014) *La renaissance des communs*, ECLM.

Bollier, David et Helfrich, Silke (2015), *Patterns of commoning*, Commons strategy group.

Casilli, Antonio et Cardon, Dominique (2015) *Qu'est-ce que le digital labor ?*, Paris : Institut national de l'audiovisuel

Coriat, Benjamin (coord.) (2015), *Le retour des communs, la crise de l'idéologie propriétaire*, Les Liens qui Libèrent.

Dardot, Pierre et Laval, Christian (2014), *Commun : essai sur la révolution au XXIe siècle*, La Découverte.

Festa, Daniela (2012), « Dalla rete di cittadini attivi all'occupazione dell'Ex-Cinema Palazzo: verso uno spazio pubblico » In *Urbanistica Informazioni*, Allegato al N° 239-240 Evoluzione dello spazio pubblico, materiali, forme, processi, Istituto Nazionale Urbanistica, INU Edizioni, 2012.

Kennedy, Jenny (2013), « Rhetorics of sharing: data, imagination and desire », In : Lovink, Geert et Rasch, Myriam, *Unlike us reader : social media monopolies and their alternatives*, Amsterdam, Institute of Network cultures.

Le Crosnier, Hervé (2015), *En-communs : une introduction aux communs de la connaissance*, C&F éditions.

Lucarelli, Alberto (2013), « La remunicipalisation de l'eau à Naples : droit à l'eau et théorie juridique des biens communs », *Rampedre*, [http://www.rampedre.net/implementation/themes/eau\\_bien\\_commun\\_et\\_droit\\_%C3%A0\\_l'eau](http://www.rampedre.net/implementation/themes/eau_bien_commun_et_droit_%C3%A0_l'eau)

Lussault, Michel (2014), "Hyperspatialité.", *EspacesTemps.net*, 15.07.2014 <http://www.espacestemp.net/articles/hyperspatialite/>

Orléan (A.), (dir.), 2004. – *Analyse économique des conventions*, Paris, Quadrige /PUF, première édition en 1994, 448 p.

Orsi, Fabienne (2013), « Elinor Ostrom et les faisceaux de droits : l'ouverture d'un nouvel espace pour penser la propriété commune », *Revue de la Régulation*, 14, automne 2013. <http://regulation.revues.org/10471>

Ostrom, Elinor (1990), *Governing the commons : the evolution of institutions for collective action*, Cambridge UP, 1990 (en français : *La gouvernance des biens communs : Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, De Boeck, 2010)

Peugeot, Valérie (2013), « Collaborative ou intelligente ? La ville entre deux imaginaires », In Carmes, Maryse et Noyer, Jean-Max, *Devenirs urbains*, Ed. Mines Paristech.

Rodotà, Stefano (2012) « Il valore dei beni comuni », intervention Teatro Valle, 6 janvier 2012 <http://www.teatrovalleoccupato.it/il-valore-dei-beni-comuni-di-stefano-rodota>

Rosanvallon, Pierre (2011), *Refaire société*, Collectif La république des idées, éditions du Seuil, 90 pages; Date de parution : 03/11/2011;

Schneider, Elisabeth (2013) *Économie scripturale des adolescents : enquête sur les usages de l'écrit de lycéens*, Thèse de doctorat en géographie, Université de Caen, <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00911228/>

## **Soumission d'articles scientifiques**

Les articles, d'une longueur de **15 à 20 pages**, doivent comporter, en première page, les coordonnées complètes de l'auteur (ou des auteurs), un titre, un résumé et des mots-clés en français et en anglais.

Les articles seront évalués en double aveugle.

## **Soumission de notes scientifiques**

En complément des articles scientifiques, cette rubrique contient des notes de recherches qui n'ont pas le statut d'article évalué en double aveugle mais qui présentent tout de même un intérêt pour leur caractère novateur ou pour la qualité de la problématique posée et des pistes envisagées. Ce sont des textes plus courts que les articles (**5 à 10 pages**) soit entre 10000 et 15000 caractères qui doivent apporter un complément utile à la thématique de ce numéro spécial. Ce type de contribution est également souhaité pour permettre au lecteur de comprendre les enjeux ou l'intérêt de prolonger la réflexion dans le cadre d'une future recherche.

## **Instructions aux auteurs**

Articles scientifiques et notes scientifiques peuvent être publiés en français et/ou anglais.

Les contributions sont à envoyer à Hervé Le Crosnier (herve.lecrosnier@unicaen.fr) et Philippe Vidal (philippe.vidal@univ-lehavre.fr)

Hervé Le Crosnier est enseignant-chercheur en informatique et culture numérique à l'Université de Caen, et associé à l'Institut des Sciences de la Communication du CNRS.

Philippe Vidal est enseignant-chercheur en géographie à l'Université du Havre, UMR IDEES 6266

Les modalités de mises en forme sont disponibles sur : <http://netcom.revues.org/956>

Plus d'informations sur la revue : <http://netcom.revues.org/>

## **Calendrier indicatif**

1 avril 2016 : Appel à contribution.

15 septembre 2016 : Soumission des propositions.

1er novembre 2016 : Retour d'évaluation des propositions.

1<sup>er</sup> décembre 2016 : Renvoi des articles modifiés par les auteurs

2017: Publication du numéro.



➤ **Les villes intelligentes au prisme des études de cas : quelles réalités ? Quelles perspectives ? Revue Netcom. Date limite : le 1er novembre 2016.**

URL de la référence : <http://netcom.revues.org/1610>.

Ce numéro de Netcom se consacre aux applications concrètes de la ville intelligente. Le parti-pris de cet appel à publication est de privilégier les études de cas portant sur la ville intelligente afin de placer le débat moins sur des spéculations théoriques que sur des analyses et de situations concrètes. Son orientation assumée est clairement empirique.

Le canevas théorique met en toile de fond les relations entre les mutations des systèmes productifs, les approches multi-scalaires des espaces métropolitains (Ascher F, 2009) (Sassen S, 1991) (Schirrer M, 2009) et le concept de ville intelligente.

La ville intelligente interroge notre organisation territoriale à un niveau macroscopique en questionnant les réflexions liées à la gestion territoriale de la ville. Pour sa part, Jeremy Rifkin évoque l'avènement d'une troisième révolution industrielle (Rifkin J, 2012). La concrétisation de son approche théorique s'illustre à travers la confection de master plan, sorte de schéma de développement à l'échelle régionale ou métropolitaine à l'exemple de celui de la région Nord Pas de calais (Carmes M, Noyer JM, 2014). Cette démarche s'inscrit dans une réflexion où la ville intelligente devrait être envisagée comme un outil au service d'une stratégie territoriale, voire un élément de programmation urbaine. Toutefois, de nombreux discours issus du monde politique et industriel (Greenfield A, 2013) évoquent la ville intelligente comme un modèle de gestion urbaine. Ces acteurs prônent la fabrication d'une ville de référence, sorte d'étalon urbain de l'espace mondialisé à connotation technologique.

A un niveau microscopique, le concept de ville intelligente interroge le rapport à la modification des relations sociales. En effet, si l'on prend l'exemple de l'impact de la révolution numérique sur la ville, les conséquences sur les formes urbaines sont peu visibles (Wachter A, 2010). En revanche, l'impact sur nos modes de consommations comme le e-commerce ou l'évolution des usages sociaux à travers l'utilisation d'un Smartphone pour toute une série de services, indique qu'une révolution importante a commencé. A titre d'illustration, la conception des espaces publics est revisitée par le biais du numérique en y plaçant des capteurs capables d'avoir des effets sensoriels sur notre perception de ces derniers.

Face à une tentative de gestion urbaine cybernétique (Picon A, 2014), des diagnostics territoriaux font de plus en plus appel à l'alimentation de données provenant de la population (crowdsourcing) (Townsend A, 2013) qui devient un support d'analyse territoriale. La co-construction de politiques publiques trouve un effet d'aubaine entre une nouvelle manière ascendante de penser l'action publique et un mouvement descendant lié à l'ouverture de données publiques. Les usages des citoyens et la question du traitement des informations émanant de l'espace public interrogent ainsi les processus de l'administration dans son ensemble.

La ville intelligente s'insère dans un contexte existant, en intégrant à la ville classique du 20<sup>e</sup> siècle des sujets et des acteurs urbains du 21<sup>e</sup> siècle. La justification de la ville intelligente ne doit pas être portée uniquement par des industriels. La ville intelligente est avant tout un projet de ville, c'est donc un projet politique porté par les responsables locaux, voire la société civile (groupes de citoyens, artistes, militants,...).

Un projet de ville intelligente s'intègre donc à la ville actuelle, bien que certaines villes intelligentes soient créées ex nihilo. En effet, la construction est plus facile à réaliser car il n'y a pas de rénovation à effectuer et par conséquent le déploiement est moins cher, à l'exemple de Songdo[1] en Corée du sud, avec 36 000 habitants en 2015, érigé en modèle urbain par Gale International[2] ou de Masdar aux Emirats Arabes Unis, dont l'ouverture en 2030 est programmé pour 50 000 habitants. Mais la ville est en général composée pour l'essentiel d'un bâti ancien. Aussi, réfléchir à l'adaptation de la ville « ancienne » (historique, industrielle, tertiaire) vers la ville intelligente peut être une source non négligeable d'études de cas traitant au final du renouvellement urbain au 21e siècle. La nécessité d'un travail de recherche qui puisse fournir des études de cas est nécessaire (Bakis H, 2012), incontournable pour dépasser les discours et apprécier la réalité des modes d'habiter.

Ainsi, la ville intelligente nécessite une définition. Un plaidoyer est même de rigueur. Le PUCA à travers la publication de l'ouvrage « L'art d'augmenter les villes : (pour) une enquête sur la « ville intelligente » » (Danielou J, Menard F, 2014) a initié ce travail de réflexion. Cette réflexion s'inscrit dans une continuité d'analyse à l'exemple de la critique du territoire numérique de Pierre Musso qui offre de belles perspectives à la fois historique, philosophique (Musso P, 2008) ou d'Alain Rallet et Amel Attour sur la critique de la notion de smart city et de ses odes de régulation (Rallet A, Attour A, 2014). La notion de ville intelligente mérite d'être confrontée à une analyse dialectique sans oublier d'en envisager les effets potentiellement contre-productifs auprès des populations délaissées par le projet de villes intelligentes (Vidal P, 2013).

Pourquoi œuvrer à l'émergence d'une ville intelligente ? Quels en sont les indicateurs ? Quelle est l'échelle d'une ville intelligente : celle d'une métropole, d'une communauté d'agglomération, de communes ? D'un village ? Peut-il y avoir une échelle territoriale de la ville intelligente qui soit universelle dans sa forme et dans ses formes ? Quelle frontière entre le business numérique, le service numérique public et des dispositifs spontanés de « collaboration » des citoyens ? Quelles remises en cause, avec quelles conséquences, conflictuelles ou pas, des services traditionnels par ces nouveaux dispositifs (JobiJoba vs Pôle emploi, AirBnB vs hôtellerie traditionnelle, Uber vs taxis,...) ?

Si l'échelle et la définition universelles n'existent pas, il existe en revanche une matrice qui peut aider à cerner les champs d'intervention de la ville numérique. La ville peut être étudiée sous le prisme politique, économique ou social. Quant au champ numérique, il existe une entrée infrastructurelle, de services ou d'usages. Existe-t-il d'autres matrices capables d'appréhender cette organisation à la fois urbaine et technique ?

La ville a toujours eu vocation à être un espace d'innovation. Le but de l'innovation urbaine est de faire progresser la qualité de vie, qui passe par la qualité de ville. Un des indicateurs de la qualité d'une ville est la qualité des espaces publics qui concentrent à la fois la visibilité d'une politique publique et l'appropriation de l'espace urbain par les habitants et les usagers. Dès lors, quel critère choisir pour évaluer une qualité de vi(II)e de la ville intelligente ?

Ces éléments de cadrage du présent appel à communication de Netcom distinguent plusieurs champs :

Le premier explore la grammaire d'une ville intelligente. Quelles en sont les règles, les indicateurs, les référentiels ? Quelles formes d'idéologie traversent les discours appliqués à la ville intelligente ?

Le second interroge la recomposition urbaine et les éléments de contexte dus à son émergence. Dans cette perspective, les articles pourront explorer la manière dont les documents stratégiques ou opérationnels prennent en considération la dynamique numérique. Comment se manifestent les interfaces entre les documents stratégiques de type Plan Climat et les opérations urbaines ou les dispositifs techniques comme une intervention sur le réseau de chauffage public ?

Le troisième champ questionne l'évaluation des politiques publiques numériques. En effet, cette dernière est primordiale. Si les expériences restent expérimentales, est-il possible de distinguer et d'éclairer les champs ciblés par le paradigme de la ville intelligente et les indicateurs quantitatifs et qualitatifs qui en découlent ?

En conclusion, le paradigme urbain est désormais moins l'opposition entre centre et périphérie qui a prévalu tout au long du 20<sup>e</sup> siècle que celui d'être dans un espace connecté ou non, qui prévaudra sans doute pour le 21<sup>e</sup> siècle... . Cet appel à publication de Netcom invite à réfléchir à la constitution d'un récit urbain de la ville intelligente basé sur la concrétisation de ses premières expérimentations.

## **Bibliographie**

Ascher François (2009), *L'âge des métropoles*, édition de l'Aube, 390 p.

Greenfield Adam (2013), *Against The Smart City*, Kindle Store.

Bakis Henry (2012), « Le numérique territorial en ses lieux », *Netcom*, 26 - 3/4, 19 p.

Colin N, Verdier H (2012), *L'âge de la multitude : Entreprendre et gouverner après la révolution numérique*, ed A Colin, 288 p.

Carmes Maryse, Noyer Jean Max (2014), *L'instauration de la transition énergétique dans le Nord-Pas de Calais, Devenir urbain, Collection Territoires Numériques*, Presses des Mines.

Danielou J, Menard F (2014), *L'art d'augmenter les villes : (pour) une enquête sur la « ville intelligente »*, PUCA, 37 p.

Halbert Ludovic (2010), *L'avantage métropolitain*, édition PUF, 152 p.

Picon Antoine (2013), *Smart Cities : Théorie et critique d'un idéal auto-réalisateur*, éditions-b2, 120 p.

Musso Pierre (2008), « Critique de la notion de "territoires numériques" », *Quaderni*, vol. 66, 14 p.

Rallet A, Attour A (2014), « Le rôle des territoires dans le développement des systèmes trans-sectoriels d'innovation locaux : le cas des smart cities », *Innovations*, 2014/1, n° 43, 26 p.

Rifkin Jeremy (2012), *La troisième révolution industrielle*, édition Les liens qui libèrent, 416 p.

Sassen Saskia (1991), *Global City*, Princeton University Press, 480 p.

Schirrer Maxime (2009), « L'activité informatique et l'accessibilité économique : le cas de la métropole parisienne », *Netcom*, Juillet, 17 p.

Townsend Anthony (2013), *Big data, civic hackers, and the quest for a new utopia, Smart city*, Norton & compagny, 400 p.

Vidal Philippe (2013), « Quelle place pour les vieilles cartes au pays des nouvelles technologies ? », *Espaces Temps.net, Laboratoire*, 17.12.2013 <http://www.espacestems.net/articles/quelle-place-pour-les-vieilles-cartes-au-pays-des-nouvelles-technologies/>

Wachter Serge (2010), *La ville interactive : L'architecture et l'urbanisme au risque du numérique et de l'écologie*, édition L'harmattan, 238 p.

## Notes

[1] <http://songdoibd.com/about/>

[2] <http://www.galeintl.com/project/songdo-international-business-district/>

## Soumission d'articles scientifiques

Les articles, d'une longueur de **15 à 20 pages**, doivent comporter, en première page, les coordonnées complètes de l'auteur (ou des auteurs), un titre, un résumé et des mots-clés en français et en anglais.

Les articles seront évalués en double aveugle.

## Soumission de notes scientifiques

En complément des articles scientifiques, cette rubrique contient des notes de recherches qui n'ont pas le statut d'article évalué en double aveugle mais qui présentent tout de même un intérêt pour leur caractère novateur ou pour la qualité de la problématique posée et des pistes envisagées. Ce sont des textes plus courts que les articles (**5 à 10 pages**) soit entre 10000 et 15000 caractères qui doivent apporter un complément utile à la thématique de ce numéro spécial. Ce type de contribution est également souhaité pour permettre au lecteur de comprendre les enjeux ou l'intérêt de prolonger la réflexion dans le cadre d'une future recherche.

## Instructions aux auteurs

Articles scientifiques et notes scientifiques peuvent être publiés en français et/ou anglais.

Les contributions sont à envoyer à Maxime Schirrer, Guest Editor (maxime.schirrer@lecnam.net), avec copie à Sabrina Mommolin, secrétaire de rédaction (sabrina.mommolin@univ-lehavre.fr).

Les modalités de mises en forme sont disponibles sur : <http://netcom.revues.org/956>

Plus d'informations sur la revue : <http://netcom.revues.org/>

## **Calendrier indicatif**

**01 novembre 2016 : Date limite de réception des textes.**

### **Direction de la revue**

Henry Bakis, Professeur émérite de Géographie à l'Université de Montpellier III, UMR 5281 ART-Dev ; Vice-Président de la commission UGI : C08.14. Geography of the Global Information society

Philippe Vidal, Maître de Conférences en Géographie-Aménagement à l'Université du Havre, UMR 6266 - IDEES Le Havre

### **Comité scientifique**

Yoshio ARAI (Pr., Univ. Tokyo at Kamaba, Japan)  
Seung-kuk BAIK (Pr., INHA Univ., Korea/Corée S.)  
Henry BAKIS (Pr. Emérite, Univ. Montpellier III, France)  
Anne CADORET (Asst Pr., Univ. Aix-Marseille, France)  
Annie CHENEAU LOQUAY (Dir. CNRS Hab, Centre d'Etude d'Afrique Noire, Bordeaux, France)  
Henri DESBOIS (Dr., HDR, Univ. Paris Ouest Nanterre La Défense, France)  
Clarisse DIDELOON-LOISEAU (Asst Pr., HDR, Univ. Le Havre, France)  
Marina DUFEAL (Asst Pr., Univ. Bordeaux 3, France)  
Gabriel DUPUY (Pr., Univ. Paris 1, France)  
Emmanuel EVENO (Pr., Univ. Le Mirail, Toulouse, France)  
Julie FEN-CHONG, (Assist. Pr., Université de Bourgogne, France)  
Béatrice GALINON-MELENEC (Pr., CIRTAL, Univ. Le Havre, France)  
D. C. GIBBS (Pr., Univ. of Hull, U. K.)  
Peter GRÄF (Pr., Aarhen, Germany)  
Alexandre GRONDEAU (Asst Pr., Univ. de Provence, Aix-Marseille 1, France)  
Luc GWIAZDZINSKI (Asst Pr., Laboratoire Pacte (UMR 5194 CNRS), Univ. Joseph Fourier, Grenoble, France)  
Ping HUANG (Dr., Université de Sherbrooke, Canada)  
Woo-kung HUH (Pr., Seoul National Univ., Korea/Corée S.)  
Tommi INKINEN (Pr., Univ. of Helsinki, Finland)  
Jean-Pierre JAMBES (Asst Pr., HDR, Univ. de Pau et des Pays de l'Adour, France)  
Francis JAURÉGUIBERRY (Dir. Lab. SET, Pau, France)  
Thierry JOLIVEAU (Pr., Univ. Jean Monnet de Saint-Etienne, France)  
Olivier JOLY (Asst Pr., Univ. Le Havre, France)  
Aharon KELLERMAN (Pr., Univ. of Haifa, Israel)  
Andreas KOCH (Pr., Munich, Germany)  
John LANGDALE (Pr., Maquary Univ., Sydney, Australy)  
Arnaud LE MARCHAND (Asst Pr., Univ. Le Havre, France)  
Michel LESOURD (Pr., Univ. de Rouen, France)  
Feng LI (Pr., Univ. of Newcastle, UK)  
Becky P.Y. LOO (Pr., Univ. Hong Kong)  
Sten LORENTZON (Pr., Univ. Goteborg, Sweden)  
Sabrina MARCHANDISE (Dr., Univ. Toulouse le Mirail, France)  
Hélène MARTIN-BRELOT (Dr., Univ. de Bretagne Occidentale, Brest, France)

Michel MBADINGA (Maître Assistant, Univ. Omar Bongo, Libreville, Gabon)  
Sylvie OCCELLI (Pr., IRES - Istituto di Ricerche Economico Sociali del Piemonte, Italy)  
Gilles PACHÉ (Pr., Univ. Montpellier I, France)  
Isabelle PAILLIARD (Pr. Univ. Grenoble 3, France)  
Maria PARADISO (Pr., Univ. del Sannio, Benevento, Italy)  
Edward M. ROCHE (Ph.D., Ecole de Management, Grenoble)  
Maxime SCHIRRER (Asst Pr., CNAM, Paris, France)  
Benjamin STECK (Pr., CIRTAI-IDEES, Univ. Le Havre, France)  
Charlotte ULLMANN (Dr., Directrice de l'Observatoire Numérique Nouvelle-Calédonie)  
Coleta VAISMAN (MCF associée, Univ. Montpellier III)  
Jérémy VALENTIN (Chef de projet Open Data, Montpellier Méditerranée Métropole)  
Philippe VIDAL (Asst Pr., Univ. Le Havre, France)  
Mark WILSON (Pr., Michigan State Univ., USA)

### **3. EVENEMENTS A VENIR.**

- **The 4th International Open Data Conference (IODC16) *Global goals, local impact.* 6th – 7th October 2016, Madrid (Spain).**

URL : <http://opendatacon.org/>.

**On the three days preceding the main event, a large number of preconference meetings will be held by government and civil society open data groups.**

The conference aims to bring together the global open data community and establish a dialogue between all stakeholders:

- policy makers and Public Sector Information (PSI) holders;
- private companies, startups and freelancers;
- activists and NGOs;
- data journalists; and
- representatives of civil society from all over the world.

The agenda of this year conference is focused on three main objectives:

- bringing together the most innovative and practical Open Data solutions that are driving social and economic impact on areas such as health, gender, cities, education, science, agriculture and many more;
  - identifying and exploring both new opportunities and new debates that are shaping the Open Data agenda; and
  - consolidating an international partnership on Open Data able to drive the development of global common resources for the international Open Data community.
- **Mobilités et (r)évolutions numériques. 15e colloque du GT Mobilités Spatiales, Fluidité Sociale (MSFS). Du 7 au 9 novembre 2016, à Champs-sur-Marne (Marne-la-Vallée).**

URL de la référence : <http://msfs2016.sciencesconf.org>

Au-delà de la portabilité ou mobilité croissante des technologies de l'information et de la communication (TIC), objets connectés et dispositifs numériques de toutes sortes se diffusent dans le quotidien des individus : la multiplication dans les médias spécialisés ou non de références à l'e-mobilité, au robomobile, à la ville 2.0, à l'überisation, à la géolocalisation, etc. en témoigne. Intrinsèquement, la récurrence de ces mots clés révèle une association croissante entre les technologies de(s) transports et technologies numériques. Les liens et interdépendances entre mobilités et TIC sont potentiellement multiples et laissent place à de nombreuses interrogations. Ces dernières ne sont pas nouvelles en soi et dépassent largement le cadre des déplacements. Néanmoins, elles ne se limitent plus à des débats entre substitution ou complémentarité et sont éminemment plus complexes.

Au-delà de la portabilité ou mobilité croissante des technologies de l'information et de la communication (TIC), objets connectés et dispositifs numériques de toutes sortes se diffusent dans le quotidien des individus : la multiplication dans les médias spécialisés ou non de références à l'e-mobilité, au robomobile, à la ville 2.0, à l'überisation, à la géolocalisation, etc. en témoigne. Intrinsèquement, la récurrence de ces mots clés révèle une association croissante entre les technologies de(s) transports et technologies numériques. Les liens et interdépendances entre mobilités et TIC sont potentiellement multiples et laissent place à de nombreuses interrogations. Ces dernières ne sont pas nouvelles en soi et dépassent largement le cadre des déplacements (Kellerman, 2012; Schwanen et Kwan, 2008; Mokhtarian, 2002). Néanmoins, elles ne se limitent plus à des débats entre substitution ou complémentarité et sont éminemment plus complexes (Rallet et al., 2010).

Un appel en 3 axes

Aussi, pour cerner les liens entre technologies numériques et mobilités spatiales, 3 axes de travail sont proposés :

**Nos déplacements sont de plus en plus équipés, augmentés** par un ensemble d'outils et de dispositifs utilisables en situation de mobilité(s), qui y participent en géolocalisant les individus, en leur permettant d'interagir directement avec leur environnement (notifications spécifiques, QR codes, datamatrix, etc). Si les technologies sont de plus en plus mobiles, elles reposent en grande partie sur un enchevêtrement de réseaux sociotechniques qui sont fixes, immobiles et parfois incompatibles. Jusqu'où les pratiques peuvent-elles être augmentées ? En quoi l'usage de technologies (dans toute la diversité du terme) contribue à changer l'expérience d'un déplacement, l'appropriation des temps qui y sont consacrés, voire leurs trajectoires géographiques et plus globalement l'orchestration du quotidien pour un individu, un ménage, une entreprise, etc. ? A l'inverse, comment la mobilité en tant que valeur omniprésente (Boltanski et Chiapello, 1999) façonne les technologies qui l'équipent ? Si ces technologies sont conçues pour être utilisées en situation de mobilité(s), le sont-elles autant que leurs concepteurs le perçoivent ? Plusieurs travaux sur les usages des TIC par les adolescents ou préadolescents ont montré à quel point la dimension personnelle et individuelle de l'outil est primordiale, plus que sa mobilité supposée. Selon les profils, cette prise en compte de la mobilité n'est pas identique et se traduit par des usages potentiellement différenciés.

*In fine*, l'objectif de cet axe est de comprendre comment mobilités et TIC s'intègrent, s'équipent respectivement et intimement tant dans les pratiques des individus que dans celles des acteurs des TIC (opérateurs de téléphonie et Internet, acteurs du web du plus gros au plus petit, etc.) et de la mobilité (opérateurs de transports en commun, constructeurs de moyens de

déplacement, autorités organisatrices de transports et pouvoirs publics, aménageurs et urbanistes, architectes, etc.).

Dans la continuité directe du point précédent, **les TIC et techniques numériques sont considérées comme de nouveaux moyens potentiels de mesures des pratiques et comportements de déplacements.** Soit elles numérisent des dispositifs préexistants (Denissen et al., 2010), soit elles se basent sur d'autres sources de données à travers l'ensemble des données personnelles qu'elles récupèrent (Cardon, 2015). *Big Data*, géolocalisation (volontaire ou non), traces etc. sont autant de moyens potentiels pour mesurer les déplacements et leurs évolutions. Que donnent à voir ces nouveaux outils de mesure ? Quels sont leurs apports spécifiques et leurs limites ? Dans quelles mesures les méthodes digitales (Rogers, 2013) peuvent-elles être utilisées ou restent à concevoir pour cerner les pratiques de mobilité ? Comment d'autres dispositifs méthodologiques (hors entretiens ou grandes enquêtes déplacements) peuvent-ils être mobilisés ? On pense notamment aux réseaux et applications sociales (Facebook, Twitter, Instagram, Foursquare, Tindr, Grindr, etc.) qui donnent d'autres outils ou moyens pour penser, visualiser la mobilité, les façons dont elle est mise (ou non) en scène ou dont les individus se la représentent.

La question de la mesure renvoie aussi à des problématiques plus spécifiques liées à la quantification de soi dont les usages principalement à vocation sportive sont très liés au mouvement (Pharabod et al., 2013). De même, comment rendre compte des pratiques de déplacements qui ont justement lieu sur Internet ou via des outils numériques ? A l'image de l'achat où tout en partie du processus peut être effectué en ligne (selon la matérialité du produit acheté) ou des pratiques de déambulation dans une partie de jeu vidéo, comment témoigner de formes numériques de déplacements ? A l'image de cartographies du web ou de l'analyse des flux de données, une transposabilité des outils d'analyse des mobilités spatiales vers des mondes plus numériques serait-elle à l'œuvre ?

L'objectif sera de mettre en exergue la question des méthodes et de la prise en compte réciproque de la mobilité (ou des mobilités) et du numérique dans les études liées à l'une et/ou à l'autre. Pour aller encore plus loin, ces interrogations méthodologiques renvoient à l'inscription disciplinaire des objets étudiés. Pris en considération par des champs disciplinaires différents et qui ont donc eu des constructions potentiellement distinctes (Proulx, 2015; Gallez et Kaufmann, 2009 entre autres exemples), leurs frontières disciplinaires sont-elles toujours d'actualité ? Comment se déplacent-elles ? En quoi ouvrent-elles l'éventail des méthodes pour mesurer et analyser mobilité(s) et/ou usages des TIC ?

Enfin, toutes les questions qui précèdent portent en filigrane le titre du présent colloque. **Ce point a pour ambition de saisir l'ampleur sociale et sociétale des bouleversements.**

En quoi les mutations numériques à l'œuvre révolutionnent-elles les mobilités et leurs analyses ? Sommes-nous face à une révolution du fait d'innovations radicales ou plutôt à des évolutions incrémentales (d'où la mise entre parenthèses du r de révolution) ? En continuant, combiner mobilité et numérique contribue-t-il à l'émergence de nouvelles formes de mobilité plus numériques et renforce-t-il l'émergence d'un nouveau paradigme de la mobilité tel que John Urry le décrit (Urry, 2008, 2007; Sheller et Urry, 2006) ? Les technologies changent-elles l'imaginaire des mobilités (Barrère et Martuccelli, 2005), remettent-elles en cause ses propriétés, caractéristiques ou artefacts fondamentaux comme la voiture (Kaufmann et al., 2010) ? A l'inverse, en quoi les évolutions (ou révolutions) numériques sont-elles générées par les mobilités ? En termes d'imaginaire numérique ou de « mondes numériques », le



tournant réaliste et la massification des usages, pour suivre D.Cardon, auraient particulièrement éloigné Internet de son imaginaire de « cyberspace » pour réinscrire les usages et les espaces dans la géographie des mobilités individuelles, et moins dans des espaces tiers, affranchis de considérations physiques et de contraintes de distance. Pour creuser plus avant cette hypothèse, comment l'imaginaire du numérique se trouve modifié, impacté par les mobilités ?

Usages numériques et mobilités s'hybrideraient de plus en plus, les premiers devenant sans cesse plus mobiles, les seconds se numérisant (partiellement ou totalement). Cette hybridation renvoie également à la diffusion d'un idéal ubiquitaire. Mais elle interroge surtout le renouvellement et la portée sociale, voire sociétale (Licoppe, 2009) des mobilités et des technologies numériques. Comment cette hybridation s'inscrit ou contribue à la définition du rapport au temps, à l'espace, à l'autre et à soi dans nos sociétés ? Comment questionne-t-elle l'inégale distribution des capacités à être mobile ou à s'emparer des technologies de l'information et de la communication (la fracture numérique). Dans quelles mesures technologies numériques et mobilités renforcent, accélèrent, amenuisent, mettent en exergue des inégalités autant sociales (Granjon, 2011; Kaufmann, 2008; Boltanski et Chiapello, 1999) que spatiales (Beauchamps, 2012; Vidal, 2011) ?

Ces trois axes ne sauraient prétendre cerner l'ensemble des discussions potentielles sur le sujet. Toute proposition s'inscrivant en dehors de ces 3 axes sera prise en compte et bienvenue.

Comme la tradition le veut au sein du groupe MSFS et comme la thématique du colloque le supposent, ce colloque s'adresse aux chercheurs en sciences humaines et sociales des domaines de la mobilité, des transports, des technologies de l'information et de la communication. Il s'adresse notamment aux doctorants et jeunes chercheurs, dont les travaux visent à éclairer ou font échos aux thématiques du présent appel à communication. Nous appelons de nos vœux une diversité d'approches et de méthodes, d'éclairages empiriques et de réflexions théoriques, d'horizons ou/et de perspectives géographiques.

### **Modalités de soumission**

Les propositions de communication sont à soumettre avant le 18 mai 2016 sur le site web du colloque: [msfs2016.sciencesconf.org](http://msfs2016.sciencesconf.org). Les propositions sont attendues sous forme de résumés, jusque 3.000 signes ou caractères (espaces inclus). Devront également figurer un titre, 3 à 5 mots clés, le nom, prénom de l'(ou des) auteur(s) ainsi que son (leur) statut, affiliation et adresse mail.

### **Calendrier**

18 mai 2016 : Date limite d'envoi des propositions de communications. Juin 2016 : Réponses aux auteurs. 15 octobre 2016 : Date limite d'envoi des textes longs des communications. Du 7 au 9 novembre : Colloque

### **Comité d'organisation**

Anne Aguiléra (IFSTTAR, AME, LVMT)  
Leslie Belton Chevallier (IFSTTAR, AME, DEST)  
Reinhard Gressel (IFSTTAR, AME, SPLOTT)

Anne Jarrigeon (Université Paris-Est Marne-la-Vallée, LVMT)  
 Benjamin Motte-Baumvol (Université de Bourgogne, ThéMA)  
 Mariane Thébert (IFSTTAR, AME, LVMT)  
 Avec le soutien des coordinateurs du GT :  
 Sébastien Lord (Université de Montréal, Institut d'Urbanisme)  
 Christophe Mincke (Université Saint-Louis – Bruxelles)  
 Stéphanie Vincent-Geslin (Université de Lausanne, Institut de Géographie et Durabilité)

### Comité scientifique

Sonia Adélé (IFSTTAR, COSYS, GRETTIA) Anne Aguiléra (IFSTTAR, AME, LVMT)  
 Jimmy Armoogum (IFSTTAR, AME, DEST) Leslie Belton Chevallier (IFSTTAR, AME, DEST)  
 Frédéric de Coninck (Labex Futurs Urbains) Eric Dagiral (Université Paris 5 Descartes, CERLIS)  
 Reinhard Gressel (IFSTTAR, AME, SPLOTT) Anne Jarrigeon (Université Paris-Est Marne-la-Vallée, LVMT)  
 Vincent Kaufmann (Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne, LaSUR) Christian Licoppe (Télécom ParisTech) Sébastien Lord (Université de Montréal, Institut d'Urbanisme)  
 Christophe Mincke (Université Saint-Louis – Bruxelles) Benjamin Motte-Baumvol (Université de Bourgogne, ThéMA) Nathalie Ortar (Ecole Nationale des Travaux Publics d'Etat, LAET)  
 Bénédicte Rey (Université de Belfort-Montbéliard, RECITS) Patricia Sajous (Université du Havre, IDEES) Zbigniew Smoreda (Orange Labs, SENSE)  
 Mariane Thébert (IFSTTAR, AME, LVMT) Philippe Vidal (Université du Havre, IDEES) Stéphanie Vincent-Geslin (Université de Lausanne, Institut de Géographie et Durabilité)

### Quelques références (non exhaustives)

- Barrère A and Martuccelli D (2005) La modernité et l'imaginaire de la mobilité : l'inflexion contemporaine. *Cahiers Internationaux de Sociologie* 2005/1(118): 55–79.
- Beauchamps M (2012) Espace urbain et stratification sociale. Une lecture spatiale des inégalités sociales à l'heure d'Internet. *RESET Recherches en Sciences Sociales sur Internet* 1(1). Available from: <http://www.journal-reset.org/index.php/RESET/article/view/7>
- Boltanski L and Chiapello È (1999) *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris: Gallimard.
- Cardon D (2015) *A quoi rêvent les algorithmes: Nos vies à l'heure des big data*. Seuil.
- Denissen JJA, Neumann L and van Zalk M (2010) How the internet is changing the implementation of traditional research methods, people's daily lives, and the way in which developmental scientists conduct research. *International Journal of Behavioral Development* 34(6): 564–575.
- Gallez C and Kaufmann V (2009) Aux racines de la mobilité en sciences sociales. In: Guigueno V and Flonneau M (eds), *De l'histoire des transports à l'histoire de la mobilité?*, Rennes: Presses Universitaires de Rennes, pp. 41–55.
- Granjon F (2011) Fracture numérique. *Communications* 88(1): 67–74.
- Kaufmann V (2008) *Les paradoxes de la mobilité: bouger, s'enraciner*. Lausanne: Presses Polytechniques et Universitaires Romandes.
- Kaufmann V, Tabaka K, Jean-Marie G, et al. (2010) *Et si les français n'avaient plus seulement une voiture dans la tête?* Editions du CERTU.
- Kellerman PA (2012) *Daily Spatial Mobilities: Physical and Virtual*. Ashgate Publishing, Ltd.
- Licoppe C (2009) *L'évolution des cultures numériques: De la mutation du lien social à l'organisation du travail*. FYP editions.

- Mokhtarian PL (2002) Telecommunications and Travel: The Case for Complementarity. *Journal of Industrial Ecology* 6(2): 43–57.
  - Pharabod A-S, Nikolski V and Granjon F (2013) La mise en chiffres de soi. *Réseaux* (177): 97–129.
  - Proulx S (2015) La sociologie des usages, et après ? *Revue française des sciences de l'information et de la communication* (6). Available from: <http://rfsic.revues.org/1230?lang=en>
  - Rallet A, Aguiléra A and Guillot C (2010) Diffusion des TIC et mobilité : permanence et renouvellement des problématiques de recherche. *Flux* (78): 7–16.
  - Rogers R (2013) *Digital Methods*. MIT Press.
  - Schwanen T and Kwan M-P (2008) The Internet, mobile phone and space-time constraints. *Geoforum* 39(3): 1362–1377.
  - Sheller M and Urry J (2006) The new mobilities paradigm. *Environment and Planning A* 38(2): 207–226.
  - Urry J (2007) *Mobilities*. Cambridge: Polity Press.
  - Urry J (2008) Moving on the Mobility Turn. In: Canzler W, Kaufmann V, and Kesselring S (eds), *Tracing Mobilities: Towards a Cosmopolitan Perspective*, Farnham et Burlington: Ashgate Publishing, pp. 13–24.
  - Vidal P (2011) Territorialisation de la « convention internet » dans les espaces ruraux. *Netcom. Réseaux, communication et territoires* (25-3/4): 137–164.
- **IEEE International Smart Cities Conference (ISC2): Improving the citizens quality of life. 12th – 15th September 2016. University of Trento (Trento, Italy).**

URL: <https://events.unitn.it/en/isc2-2016>

The **IEEE International Smart Cities Conference (ISC2)** is the flagship conference sponsored by the [IEEE Smart Cities Initiative](#)

The core purposes goal of the event are:

to disseminate recent research advancements and novel implementations promoting the transition towards a vibrant innovation-based society

to promote discussions, partnerships and cooperation between all people involved in planning and implementing successful smart cities

to increase the citizens understanding and awareness of how their active participation is essential for smart city evolution

The **theme** of the 2016 edition of ISC2 is *Improving the citizens quality of life*.

The **registrations** to the IEEE Second International Smart Cities Conference (ISC2) are **open**: please go to the **online form available at this [website](#)**

- **15th IFIP Electronic Government (EGOV) and 8th Electronic Participation (ePart) Conference 2016. 5th - 8th September 2016. United Nations University**

**Operating Unit on Policy-Driven Electronic Governance (UNU-EGOV) and University of Minho, Guimarães, Portugal.**

**URL: <http://www.egov-conference.org/egov-2016>.**

The annual international IFIP EGOV conference is the top-2 ranked core conference in the domain of e-government or ICT in the public sector and the public sphere. Each year, scholars from all over the globe present the most recent advancements and findings of research and innovations in e-Government, e-Governance and related fields of study.

The annual international ePart conference is the top-ranked conference in the domain of electronic participation and the 5th-ranked overall conference dedicated to information technologies in the context of public administration and the public sphere.

The dual conference is organized by the IFIP Working Group 8.5 on information systems in the public sector. Since the beginnings of EGOV in 2001 and the inauguration of ePart in 2009, the two conferences have provided important guidance for research and development in this fast-moving domain of study. The dual IFIP EGOV—ePart conference brings together leading researchers and professionals from across the globe and from a number of disciplines.

The 2016 edition of the dual IFIP (WG 8.5) conference will continue to host five topical tracks. Two general tracks will maintain the tradition of EGOV and ePart in the way, with which former conference attendees have become familiar. In addition, three special-topics tracks are intended to expand the reach and scope of the dual IFIP WG 8.5 conference:

[The General E-Government Track](#) serves as an umbrella for all e-government-related topics except the special-topics tracks. In particular, it also covers emerging and special topics in e-government research.

[The General eParticipation Track](#) serves as an umbrella for all eParticipation-related topics, except the special-topic tracks. It focuses on research topics regarding citizen engagement in public affairs, and, in particular, on research that studies participation facilitated by information and communication technologies.

[The Open Government & Open and Big Data Track](#) focuses on practices and methods of transparency, accountability, public big data sharing, data for improving public value and data analytics.

[The Policy Modelling and Policy Informatics Track](#) focuses on supporting public policy making with innovative ICT therewith involving relevant stakeholders. The scope ranges from policy analysis and conceptual modeling to programming and visualization of simulation models, to help policy makers and stakeholders deliberate and evaluate policy decisions as well as explore new models of governance.

[The Smart Governance, Smart Government, Smart Cities & Smart Regions Track](#) focuses on the orchestrated interplay and balance of smart governance practices, smart public administration, smart resource and talent leverage in urban and regional spaces facilitated by novel uses of ICTs and other technologies.

Although the five tracks overlap in certain areas, they cover and emphasise distinct areas of research and appeal to specific and important sub-communities within the overall EGOV-ePart scholarly community. Therefore the tracks have their separate and detailed call for papers.

Across its tracks, the dual IFIP EGOV/ePart 2016 conference hosts the following formats of contributions:

Completed research papers (max. 12 pages, published in either the IFIP EGOV or the IFIP ePart proceedings of Springer LNCS)

Ongoing research and innovative projects (max. 8 pages, published in alternate proceedings by IOS Press)

Beyond the paper tracks, the dual IFIP EGOV/ePart 2016 conference also hosts

Poster presentations (max. 2 pages, to be exposed along the welcome reception on Tuesday evening and to be published in the alternate proceedings by IOS Press)

Workshops and panels on pertinent issues, short abstracts (2 pages), and

PhD colloquium submissions (max. 8 pages),

all to be included in the alternate proceedings published by IOS Press.

These formats encourage both scientific rigor and discussions of state of the art as well as innovative research approaches, work in progress, and studies of practical e-government or e-governance projects along with papers on system implementations.

All accepted **completed research** papers will be published by Springer Verlag (LNCS). Accepted submissions **in all other categories** will be published by IOS Press. After the conference, the proceeding volumes will be submitted to Thompson Reuters for evaluation in order to be indexed in Web of Science Conference Proceedings.

Prior to the conference (that is, on Sunday, 4th September ), the twelfth PhD student colloquium will be held providing doctoral students with an international forum guided by senior scholars for presenting their work, networking opportunities and cross-disciplinary inspiration. It will be dedicated to learning and understanding from each other. PhD research with topical threads of both conferences and the special tracks or further related topics relevant to ICT use in the public sector are welcome and can be presented.

As in previous years, the conferences and tracks will be co-located. Accordingly, general information for all conference tracks is accessible under the following links:

#### **The 2016 dual IFIP EGOV and ePart conference organisers:**

Hans Jochen Scholl, University of Washington, USA  
Marijn Janssen, Delft University of Technology, The Netherlands  
Maria A. Wimmer, University of Koblenz-Landau, Germany  
Efthimios Tambouris, University of Macedonia, Greece

Tomasz Janowski, United Nations University Operating Unit on Policy-Driven Electronic Governance, Portugal  
Delfina Sá Soares, University of Minho, Portugal